



TRI d'Aix-en-Provence – Salon-de-Provence



Identifiant du TRI FRD_TRI_AIX_SALON
Région(s) Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Département(s) Bouches-du-Rhône

Liste des contributions des parties prenantes

Syndicat d'aménagement de la Touloubre	S'étonne que la commune de Venelles ne soit pas comprise dans la poche d'enjeux Aix en Provence – Salon de Provence (bassin versant de la Touloubre). Commune fortement concernée par le risque inondation (continuité d'urbanisation, présence d'enjeux en zones inondables).
Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc	<p>Considère qu'une poche d'enjeux a été oubliée, celle comprenant les communes de Cabriès, Bouc Bel Air, Simiane Collongue et Gardanne.</p> <p>Questionnement sur les opérations possibles sur les communes non incluses dans le périmètre du TRI mais le long du bassin versant concerné.</p> <p>Met l'accent sur le fait que la cartographie sera incomplète sur le TRI Aix-en-Provence – Salon-de-Provence si elle ne concerne que l'Arc (enjeux principaux le long des affluents, à l'exception d'Aix en Provence et Berre l'Etang).</p>
Préfet des Bouches du Rhône	Territoire complexe à appréhender (3 rivières concernées, présence d'enjeux économiques et démographiques fort répartis de façon hétérogène dans le TRI)
Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône	<p>Regret que les indicateurs retenus pour la définition des poches d'enjeux se focalisent sur les milieux les plus densément urbanisés. L'agriculture, composante de l'activité économique, représente, elle aussi, un enjeu en cas d'inondation (préjudices sublis, contribution à l'écroulement des crues)</p> <p>Les espaces agricoles en zone inondable riverains du Rhône, de la Durance, de l'Arc, de la Touloubre ou de la mer ne doivent pas être écartés des dispositifs à venir. Ils doivent faire partie des futures stratégies locales de gestion des risques d'inondation (logique de solidarité urbain./rural) et pouvoir bénéficier à l'avenir d'enveloppe financières nécessaires à la réduction de leur vulnérabilité, à leur ressuyage ou à leur protection.</p> <p>Interrogation sur les moyens futurs alloués aux territoires hors TRI.</p>
CCIR PACA	<p>Pas de remarques particulières sur les propositions de poches d'enjeux à ce stade.</p> <p>Demande que les politiques de gestion des inondations qui seront menées sur les TRI proposent le déploiement d'équipements, d'aménagements et de modes de gestions innovant pour permettre le maintien et le développement des activités économiques à des conditions économiquement viables.</p> <p>Demande d'être associé aux différentes de la Directive Inondation.</p>

RRGMA	<p>Rappelle l'expression des syndicats de rivières lors des 4 réunions départementales organisées durant la phase de concertation.</p> <p>Demande d'anticiper sur la définition des stratégies locales la question des moyens financiers et du besoin de renforcement des capacités des futures structures légitimes à porter ces thématiques.</p> <p>Propose d'engager une évolution de l'organisation de la gestion des cours d'eau qui intègre la question du renforcement des capacités de mise en œuvre des stratégies locales, et préconise une spécialisation du statut des structures de gestion au plan législatif dénommé « Etablissement Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux » .</p> <p>Souhaite savoir quelles ont été les modifications demandées par les syndicats de rivières prises en compte dans l'EPRI suite à leurs contributions fin 2011.</p> <p>Souligne l'opportunité de la phase de sélection des TRI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour une priorisation des enjeux qui reflète au mieux les enjeux réels exposés aux inondations • pour une meilleure prise en compte, par rapport aux outils existants, des aspects de vulnérabilité notamment lié à des concentrations d'enjeux • pour considérer des enjeux qui résulte de la prise en compte de l'aléa <p>Souligne la faiblesse de la phase de sélection des TRI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la méthode qui a conduit aux propositions de périmètre de TRI conduisant à une certaine confusion avec la notion d'aléa • des différences d'interprétation en fonction des interlocuteurs des services de l'Etat en charge des dossiers <p>Souligne des incohérences dans le contour des TRI présentés où l'attachement fort d'établir une continuité entre les zones urbaines conduit parfois à intégrer des communes avec de faibles enjeux en terme d'inondation alors que d'autres communes comme Vaison-la-Romaine ne sont pas intégrées .</p> <p>S'interroge sur le devenir des territoires à fort enjeux hors TRI vis-à-vis des aides financières de l'Etat et alerte sur le risque éventuel de prioriser les fonds publics sur des communes à faible enjeux au regard de l'aléa.</p> <p>Propose de créer des communes satellites du TRI afin d'éviter de considérer dans un TRI des communes sans réels enjeux, d'intégrer cette notion d'aléa pour la cartographie, d'améliorer la lisibilité des conséquences des éléments validées à ce stade.</p>
-------	--

Position retenue par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée

Par rapport au périmètre initialement proposé de l'unité urbaine, il a été choisi :

- d'ajouter les communes de : Venelles, St Victoret et Gardanne ;
- de retirer les communes de : St Chamas, Cornillon-Corfoux et Miramas ;
- de considérer parmi les phénomènes prépondérants de qualification du TRI, les débordements de la Touloubre, des rivières du bassin de l'Arc, de la Cadière et du Raumartin et les inondations par ruissellement sur les communes de : Aix-en-Provence, Venelles, St Cannat et Lambesc.
- de ne pas retenir le phénomène de submersion marine.